

LE FIGARO

Le roi Oscar II au « Figaro »

Voir le *Figaro* des 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 avril, donne le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

bureau et exprima la crainte que l'on ne nous soupçonnât.

Dans l'état d'esprit où j'étais alors, sachant que la famille Dreyfus ne cherchait qu'à rouvrir l'affaire, induit en erreur par Guénée, qui me représentait l'Eclair comme un journal dévoué aux Dreyfus, je crus, avec une grande partie du milieu auquel j'appartenais, à une manœuvre de la famille Dreyfus pour arriver à l'annulation, et c'est sous cette impression que j'écrivis au général Gonsse la dernière lettre qu'il reçut de moi, avant sa rentrée de la campagne.

D'autres personnes, au ministère, trompées par ce fait que j'avais dans mon service un rédacteur de l'Eclair, m'attribuèrent l'article en m'approuvant même et en disant qu'il était sans réplique.

Le lendemain, dès la rentrée du général Gonsse, je lui demandai par écrit qu'une enquête des plus sérieuses fût faite sur les indiscrétions commises; je demandai même, mais je ne sais plus si c'est par écrit ou verbalement, qu'une perquisition fût opérée au bureau du journal pour s'emparer du manuscrit.

On repoussa mes propositions, en disant que si on faisait du bruit à ce sujet, cela monterait que l'Eclair avait produit des informations exactes.

J'en fus réduit à convoquer Marchand, le rédacteur de l'Eclair, employé à mon bureau, qui était, depuis quelque temps déjà, en permission dans le Midi. Je l'invitai à me dire tout ce qu'il savait au sujet de l'origine de l'article.

Après avoir tâté de recueillir des renseignements, Marchand, que je ne pouvais d'ailleurs soupçonner personnellement, me dit qu'il lui était impossible d'avoir des indications précises; je crois me souvenir même qu'il me dit qu'il ajoutait un article venu du dehors.

Il ajouta : — Mais, d'ailleurs, le général de Boisdeffre doit être informé : Paulfin de Saint-Morel, qui connaît le monde à l'Eclair, est venu ces jours-ci. »

Je ne puis préciser si Paulfin est venu à l'Eclair avant ou après l'article. Plus tard, en y réfléchissant, je me persuadais que l'article de l'Eclair devait émaner certainement de quelqu'un de l'état-major.

Je remarquai même que le récit de l'arrivée du Paty chez Mme Dreyfus, le jour de l'arrestation, était conçu identiquement dans les mêmes termes que ceux dont du Paty s'était servi en nous racontant cet incident.

Une chose me frappa aussi : il était difficile qu'en dehors de l'état-major, et même d'une partie limitée de l'état-major, on sût que le général Renouard avait fait un travail sur Madagascar, travail auquel je dois ajouter que du Paty avait pris part.

Je ne saurais préciser la date de ce travail du général Renouard; il me semble toutefois qu'il a été fait dans le courant de l'été 1894; et, au procès Zola, le général Gonsse a attribué à un travail de ce genre la date du mois d'août.

Le développement donné par l'Eclair aux mots du bordereau « note sur les formations de l'artillerie », dénote également l'existence d'un officier de l'état-major.

Enfin, en voyant que l'Eclair traduisait « ce canaille de D... » par « cet animal de Dreyfus » devient bien exigeant, je me suis souvent vu que du Paty disait toujours « Dreyfus » à des exigences folles. »

A l'inspiration de M. Fabre, le général Gonsse a dit que l'article de l'Eclair ne pouvait avoir été fait que sur des indiscrétions commises par Leblos ou par moi; il a même dit, dans une confrontation à la suite de laquelle j'ai refusé de signer le procès-verbal pour des raisons que je donnerai, que je lui avais annoncé à l'avance l'apparition de l'article de l'Eclair, et que je lui avais dit, le 15 septembre 1896, quand il est rentré à Paris :

« L'article grave dont je voulais parler, c'était l'article de l'Eclair. »

Je proteste de la manière la plus absolue contre cette allégation. Le fait grave n'a jamais été que le faux du ministère des colonies.

J'arrive maintenant à la conversation que j'eus avec le général Gonsse, dans son bureau, le 15 septembre, conversation que j'ai reproduite dans le mémoire que j'ai adressé à M. le garde des sceaux, et à laquelle M. le général Gonsse oppose un démenti formel.

Je maintiens de la façon la plus absolue les termes de cette conversation.

Le général m'a bien dit en parlant de l'affaire Esterhazy :

« Si vous ne dites rien, personne ne le saura. »

Je lui ai bien répondu :

« Mon général, ce que vous dites est abominable; je ne sais pas ce que je ferai, mais je n'emporterai pas ce secret dans la tombe. »

Je lui répétai au général Nismes, lorsqu'il me revint, après avoir reçu une lettre de menaces de Henry, je suis allé trouver ce général pour lui demander conseil et lui exposer le danger de ma situation.

C'est à ce moment que, lui apprenant sommairement l'affaire, je lui ai dit que j'avais tenu au général Gonsse ce propos : « Je n'emporterai pas ce secret dans la tombe. »

A partir de cette conversation, et bien que le général Gonsse gardât vis-à-vis de moi la même attitude que par le passé, je sentis, dans tous ses actes, une hostilité déguisée.

Jusqu'à mon départ de Paris, je sentis que, tout en ne me disant pas de m'arrêter dans ma surveillance sur Esterhazy, on désirait que je le fesse sans ordres.

Je ne voudrais pas émettre des allégations à la légère; mais il me semble cependant que l'on m'a poussé quelquefois à commettre des imprudences, et j'ai dû souvent m'arrêter au bord de l'abîme.

J'en eus une preuve dès le lendemain de ma conversation du 15 septembre.

Bien que j'eusse très nettement formulé mes conclusions par écrit au sujet de l'affaire Esterhazy, dans mon mémoire du 1^{er} septembre 1896, le général Gonsse m'invita, le 16 septembre, à formuler de nouvelles propositions.

Je dis alors qu'il fallait faire venir très carrément Esterhazy et lui demander des explications au sujet du bordereau et du petit bleu. Cette proposition fut repoussée. Je proposai alors de le mettre aux arrêts au Cherche-Midi, tous les faits que j'avais relevés à son sujet concernant sa vie privée et ses actes indécents étant plus que suffisants pour motiver une mesure de ce genre.

Pendant son incarcération, on aurait conduit l'enquête avec une nouvelle vigueur; cette proposition fut également repoussée.

Je me souviens que le général de Boisdeffre traita ces propositions avec mépris et me dit qu'un vrai chef de service des renseignements avait d'autres moyens.

Je dis alors au général Gonsse que l'on pouvait faire à Esterhazy ce qu'une puissance étrangère avait fait, l'année précédente, à l'un de nos agents, c'est-à-dire lui envoyer un télégramme où l'on aurait reproduit le langage convenu du petit bleu.

J'ajoutai que je ne ferais jamais faire une chose de ce genre sans ordre formel. Le général Gonsse me fit immédiatement écrire ce que je venais de lui dire, et il le montra au général de Boisdeffre.

On ne me donna aucun ordre, mais on m'envoya avec ce papier au ministère. Le ministre se rallia verbalement à la proposition; mais quand je lui parlai de donner un ordre et de m'autoriser à arrêter Esterhazy si sa connivence avec une puissance étrangère était établie, il ne voulut pas, et l'affaire en resta là.

Le général Gonsse a repris ce papier.

Je vais maintenant exposer ce que j'ai fait au sujet d'Esterhazy jusqu'à mon départ de Paris.

Pour obéir aux ordres du général Gonsse, qui me prescrivait de m'assurer comment les documents avaient pu être copiés par Esterhazy, je fis venir à mon bureau le nommé Mulet, ancien secrétaire d'Esterhazy.

Je pris toutes les précautions possibles pour tirer de lui des renseignements sans cependant faire soupçonner Esterhazy de trahison.

La déposition de Mulet, au sujet de cette entrevue, déposition que j'ai vue au dossier Tavernier, me paraît très exacte. J'ai appris par lui qu'il avait copié très souvent dans des livres pour le compte du commandant, qui disait qu'il était pour des conférences; je lui présentai un Manuel de tir; il ne le reconnut pas comme une des pièces copiées par lui; je renonçai à l'interrogatoire d'autres secrétaires.

Je renonçai à la suite de la difficulté vraiment trop grande de demander des renseignements détaillés à ces gens sans incriminer immédiatement Esterhazy.

Je fis une tentative auprès d'un officier d'artillerie (autant que je m'en souviens, le capitaine Le Rond, d'un régiment de Versaillais).

J'observai avec lui les mêmes précautions qu'avec Mulet. Esterhazy ne lui avait demandé, autant qu'il m'en souviens, qu'un renseignement peu important sur des obus.

Toute cette entrevue est d'ailleurs restée confuse dans mon esprit. J'arrive à une question qui m'a été reprochée à l'enquête Esterhazy et à propos Zola, celle de soi-disant perquisitions pratiquées chez Esterhazy.

Au Conseil de guerre, Esterhazy parla de meubles bouleversés, de clés retrouvées en plus, mais il ne donna aucune preuve à l'appui de ces allégations.

Bien plus, il dit qu'il avait attribué d'abord ces ravages à Mathieu Dreyfus, qu'il ne connaissait pas alors. Enfin, il ajouta que ces faits s'étaient poursuivis pendant le mois de novembre et même après, époque pendant laquelle je n'étais pas à Paris.

La vérité, la voici :

Le ministre, à qui je rendais compte tous les jours, était devenu assez pressant au sujet d'Esterhazy, mais seulement au point de vue de la démission; ne voulant pas entendre parler d'arrestation ou de convocation.

Il me pressait de faire examiner si Esterhazy avait du papier chez lui; je lui objectai que l'article de l'Eclair ayant paru, Esterhazy devait être averti; qu'en outre, se trouvant maintenant en garnison à Rouen, il devait avoir emporté avec lui tout ce qu'il avait d'important.

Néanmoins, pour donner satisfaction au ministre, je parlai de la question à mon agent qui me dit, si je m'en souviens bien, que le logement était à louer et qu'il pourrait y jeter un coup d'œil.

L'agent revint quelques jours après, me disant que les cheminées étaient remplies de papiers brûlés, et m'apportant une ou deux cartes de visite qu'il avait trouvées traînant.

Je montrai ces cartes à mes chefs, qui me donnèrent l'ordre d'en faire prendre une photographie, je les remis ensuite à l'agent, en lui invitant à les reporter.

Ces cartes étaient des cartes de M. Drumont.

Sur l'une, il n'y avait, je crois, rien ou un mot insignifiant; sur l'autre, il y avait quelques mots de remerciements indiquant qu'Esterhazy avait eu une communication avec Drumont, sur un sujet qu'il m'est impossible de préciser.

Les photographies de ces cartes sont à l'enquête Tavernier.

Il n'y a jamais eu d'autres investigations que celle-ci qui a été faite par ordre, et qui a dû être révélée à Esterhazy pour qu'il en tirât parti dans sa défense.

Le fait que je viens de vous relater ainsi que les propositions qu'on m'avait fait faire, le 16 septembre, me montrèrent que l'on me poussait sur une voie dangereuse et je résolus de continuer simplement la surveillance telle qu'elle était au moment de mon premier compte rendu au général Gonsse.

Ce n'est pas que les incitations me manquaient.

Il n'y avait pas de présents à l'esprit ces mots que me dit un jour le général de Boisdeffre dans la cour de l'hôtel du ministère, après l'apparition, je crois, du bordereau dans le *Matin*.

Le général avait la figure toute décomposée et me dit ces mots dont j'ai le souvenir presque textuel :

« Eh bien, lieutenant-colonel Picquart, ce sont de fameuses crâpules votre Weill et votre Esterhazy; ce serait le moment de les prendre la main dans le sac. »

Le général ne voulait pas me donner d'autre explication; mais je n'ai pu m'empêcher, plus tard, de penser qu'il devait y avoir eu quelque acte de chantage de la part d'Esterhazy, sur quelque personne du monde militaire qu'il approchait.

Au moment de l'apparition du bordereau dans le *Matin* (je ne sais plus si c'est avant ou peu après) Esterhazy, qui était à la campagne, revint à Paris.

Mon agent remarqua en lui une grande agitation.

L'agent le vit courir dans les rues, sous une pluie battante sans parapluie, se rendant presque toujours chez Weill.

L'agent me dit un soir : « Il est vert, il doit être aculé. »

Le 14 novembre au matin, le général Gonsse alla avec moi chez le ministre, où je trouvai le général de Boisdeffre.

L'interpellation Castelin, après avoir

été remise une fois devait avoir lieu le 18.

Après quelques propos sans importance, le ministre me lut une lettre que Weill avait reçue la veille, et qu'il avait été porter aussitôt à la Chambre, à M. de Montebello, député.

Cette lettre disait en substance : « Vous et votre ami Esterhazy, vous allez être dénoncés à la tribune de la Chambre comme complices de Dreyfus. »

Le ministre me dit que l'indiscrétion ne pouvait provenir que d'une des personnes présentes ou d'un de mes officiers, et il m'annonça qu'il avait une mission très importante à me faire remplir dans l'Est.

Cette question de mission, ayant déjà été soulevée quelque temps auparavant, ne m'étonna pas; je fus simplement froissé que le ministre ne me dit pas franchement que je ne lui convenais plus comme chef du service des renseignements.

Après avoir terminé en ce qui concerne directement l'enquête Esterhazy, je repris les faits importants qui se sont passés à mon bureau après l'apparition de l'article du journal l'Eclair.

A la fin de septembre, Henry, qui était en congé, rentra au bureau; mais l'arrivée de l'empereur de Russie ayant interrompu peu après tout travail, jusqu'au début du milieu d'octobre, ce n'est qu'à partir de cette époque que se placent des faits saillants.

Après le milieu d'octobre, le général de Boisdeffre m'invita, comme il en avait l'habitude, à monter à cheval avec lui pour lui rendre compte de la situation du bureau.

Pendant la promenade, il me dit que j'avais agi avec peu de pondération dans l'affaire Esterhazy-Dreyfus et remit ainsi la conversation sur cette question.

Il me reparla de la lettre Weill; je lui dis qu'à mes yeux c'était un faux, et il me répondit :

« Oui, mais si ce n'est pas un faux, quelle preuve de la culpabilité de Dreyfus ! »

Je répondis que cette culpabilité ne pouvait absolument être démontrée et j'attirai son attention sur la déclaration officielle de 1895 d'un gouvernement étranger qu'il n'avait jamais eu aucune relation avec Dreyfus.

Le général m'objecta que l'agent qui avait été en relations avec Dreyfus pourrait avoir trompé son gouvernement, et ceci me frappa beaucoup puisque, peu de temps après, cette objection se trouvait reproduite dans le faux Henry.

J'en déduisis que le général avait dû en parler devant Henry, qui en aura fait son profit.

D'après le procès-verbal des aveux d'Henry, le faux Henry serait du 31 octobre 1896.

Or, vers cette époque (il m'est impossible de dire si c'est avant ou après), le capitaine Lauth qui était en permission de trente jours rentra à Paris, vint au bureau et eut avec Henry un colloquie que j'interrompis en entrant brusquement dans le bureau de Henry, les deux officiers se taisant subitement à mon arrivée.

Comme je félicitais, en riant, Lauth de son zèle, il me dit :

« Oh ! je suis venu seulement prendre un peu l'air du bureau. »

Et il repartit pour achever sa permission.

Il est fait allusion à cette arrivée de Lauth dans une déposition de Gribelin à l'Instruction Fabre.

Autant qu'il m'en souviens, Gribelin dit : « Leblos a dû venir au bureau en octobre, car j'ai entendu Henry et Lauth parler ensemble des visites de Leblos à Picquart et dire : Hier, ils triotaient encore des papiers ensemble. »

C'était, ajoute Gribelin, pendant une courte apparition que fit Lauth au bureau, au milieu de sa permission.

Il y a lieu de remarquer que j'avais adjoint Lauth à Henry pour aller prendre les cornets de papiers déchirés des mains de l'agent, et que par conséquent Lauth devait être au courant, dès cette époque, des entrevues que l'on avait avec l'agent.

Il serait intéressant de savoir si plus tard, quand Henry fut chef de service, il abandonna ces entrevues ou s'il continua à alterner avec Lauth, ou à se faire aider par Lauth, comme je l'avais établi.

Vers la fin du mois d'octobre, le général Gonsse entra un matin brusquement dans mon bureau au moment où j'étais avec Henry, et il me reprit le dossier secret Dreyfus.

Je voulais lui demander de faire avec moi le recensement des pièces; mais il s'y refusa, paraissant très pressé.

C'est, je crois, dans les premiers jours de novembre, que le général Gonsse me demanda, à plusieurs reprises, si le ministre ne m'avait rien dit de particulier, relativement à l'affaire Dreyfus.

Le général de Boisdeffre me fit la même question, et je répondis chaque fois négativement, ne sachant ce qu'il voulait dire.

Enfin, un jour, le ministre me dit qu'il avait une pièce qui prouvait la culpabilité de Dreyfus, et il m'annonça sommairement le contenu de cette pièce.

Il me dit, je crois (mais je ne saurais l'affirmer), qu'elle était signée « Maximilien. »

Je restai très sceptique au sujet de la valeur de cette pièce, mais il me fut impossible d'engager la question à fond avec le ministre.

Le général Gonsse, qui semblait me guetter, me demanda avec intérêt si le ministre m'avait parlé de l'affaire Dreyfus; je lui répondis que oui, et je lui exprimai très nettement tous mes doutes au sujet de l'authenticité de cette pièce.

Je me souviens parfaitement que le général me dit, à ce propos : « quand un ministre me dit quelque chose, je le crois toujours. »

Comme je quittai Paris peu après, il me fut impossible de faire une enquête ou de poser, du moins, des questions, soit au général Gonsse, soit à Henry au sujet de la pièce; en tous cas elle a dû être remise par Henry au général Gonsse directement, ce qui me paraît assez extraordinaire vu que je ne me suis pas absenté à cette époque.

Je viens d'apprendre d'ailleurs, par l'Instruction Tavernier, qu'à l'époque même où apparaissait le faux, une machination était ourdie contre moi, dans le but évident de me faire endosser l'indiscrétion de l'Eclair.

A l'Instruction Tavernier figurent, en effet, deux rapports et une déposition de l'agent Guénée.

Le premier rapport est daté du 30 octobre 1896, veille de la date du faux.

Guénée y rend compte faussement d'une conversation qu'il aurait eue avec moi en septembre au sujet de l'affaire Dreyfus.

Il dit, en substance : « Le colonel m'a dit qu'il doutait de la culpabilité de Dreyfus, et que quand il avait des doutes, il allait consulter un vieil ami à lui. »

Le second rapport est du 21 novembre 1896.

Il amplifie le premier; le *vieil ami* est devenu « un vieil ami qui demeure près d'ici », et Guénée annonce qu'après une enquête, il a acquis la certitude que c'est Leblos.

Enfin, dans la déposition, qui est toute récente, il dit que je lui ai parlé du « vieil ami avocat », ce qui complète encore les deux premiers rapports.

Ainsi, pendant que j'étais encore chef du service des renseignements, un agent subalterne de mon service, bras droit de Henry, faisait des rapports contre moi, rapports dont on ne m'avait jamais parlé jusqu'à l'Instruction Tavernier.

J'établis un lien entre ces rapports de Guénée, la déposition mensongère de Henry, qui prétend m'avoir vu assis avec Leblos, ayant près de nous la pièce : « Ce canaille de D... »; j'y rattache la question qui m'a été posée télégraphiquement en Tunisie lorsqu'on m'a demandé si je ne m'étais pas laissé voler par une femme la photographie d'un document secret; j'y rattache enfin l'épisode du document libérateur, qui a joué un rôle dans le commencement de l'affaire Esterhazy.

Tout ceci se tient; une machination est le complément et le développement de l'autre.

Avant mon départ en mission, il n'y eut plus d'autres faits importants que la publication du bordereau par le *Matin*, publication qui fut attribuée, comme toujours, à la famille Dreyfus.

Je remarquai cependant que si le bordereau était reproduit en fac-similé, il n'en était pas de même du texte de la dictée faite à Dreyfus le jour de son arrestation, texte dont la reproduction en fac-similé eût évidemment éveillé des doutes sur la réalité du trouble de Dreyfus au moment de la dictée et sur la similitude de son écriture avec celle du bordereau.

Le président. — Vous nous avez dit que l'expression : *Je vais partir en manœuvres* ne pouvait pas s'appliquer à Dreyfus, parce que Dreyfus n'était pas allé en manœuvres, cette année, à la fin d'août.

Or, il résulte de dépositions que nous avons recues, que cette année, effectivement, les stagiaires ne sont pas allés aux grandes manœuvres, mais que jusqu'au dernier moment ils pouvaient aller la pensée d'y aller et que Dreyfus, notamment, n'a su que le 29 août qu'il n'y irait pas.

Si donc le bordereau est, ainsi qu'on le suppose, du 20 au 25 août, Dreyfus a pu parfaitement écrire à ce moment : *Je vais en manœuvres*.

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je crois qu'il serait nécessaire de se rendre compte, d'abord, de la raison pour laquelle on dit que Dreyfus n'a pu savoir que le 29 août qu'il n'allait pas aux manœuvres. Je ferai remarquer ensuite que cette date du bordereau a été changée bien souvent, suivant les besoins de la cause.

Le président. — A l'époque du procès Dreyfus, tout le monde n'était-il pas d'accord pour fixer la date du bordereau au mois d'avril 1894 ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Absolument. Peut-être a-t-on admis que cette date pouvait s'étendre jusqu'au mois de mai.

Le président. — Dans le procès d'Esterhazy, en janvier 1898, n'a-t-il pas été admis sans difficulté, que le bordereau était du printemps 1894 ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je ne m'en souviens pas; je n'ai d'ailleurs assisté à aucune des phases du procès Esterhazy, qui se sont déroulées après la sortie des témoins de la salle d'audience.

Mais au procès Zola, j'ai entendu, pour la première fois, le général Gonsse dire que le bordereau était d'août, en se basant sur ce qu'une note sur Madagascar avait été faite en août.

Le président. — Quel est votre sentiment personnel sur la date du bordereau, depuis que vous avez pu vous rendre compte de toutes les discussions dont il a été l'objet ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — J'incline à croire qu'il est du mois d'août 1894; mais je me demande s'il ne serait pas possible d'arriver à un résultat un peu précis en s'assurant à quelle époque les Manuels de tir ont été envoyés dans les corps et en ont été retirés.

Je dois ajouter cependant qu'à mon avis personnel, les indications du bordereau émanent d'une personne peu franche, et qu'il serait peut-être hasardeux de les prendre absolument à la lettre.

J'en vois un exemple dans le paragraphe 5, où il est dit : « Je vous envoie un Manuel de tir », alors que la suite de la phrase montre bien qu'on n'envoie rien pour le moment.

Le président. — Avez-vous appris, pendant votre séjour au ministère, qu'Esterhazy eût eu des relations avec l'état-major ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je n'ai su que les relations étroites d'Esterhazy avec Weill, qui, lui-même, était sur le pied d'une grande intimité place Vendôme.

Le président. — Comment expliquez-vous les affirmations faites à de nombreuses reprises par Esterhazy qu'il n'aurait été que l'homme de l'état-major, qu'il n'aurait fait qu'obéir à ses ordres, et d'autre part, les menaces de divulgation qu'il a faites dans de nombreuses circonstances, et encore dans sa lettre à M. le garde des sceaux du 14 septembre dernier ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Étant chef du service des renseignements, je connaissais absolument toutes les personnes dont se servait l'état-major pour des choses secrètes.

Jamais Esterhazy n'a été employé à ce moment.

La meilleure preuve, c'est qu'il se dit sans recommander par le général Saussier (je pense par l'intermédiaire de Weill) et par divers députés pour venir au ministère, au service des renseignements ou à la section technique d'infanterie où il aurait eu beaucoup de documents à sa disposition.

Esterhazy aurait pu, d'ailleurs, entrer, bien que non breveté, dans tous les services de la 3^e direction (infanterie) et même au 2^e bureau.

Je pense qu'Esterhazy, en faisant allusion à ses relations avec l'état-major,

veut parler des relations toutes récentes qu'il a eues, tout au moins avec le général de Pellieux, Henry et du Paty.

Le président. — Connaissiez-vous toutes les pièces qui arrivaient au ministère à titre de pièces secrètes, et passaient-elles toutes par vos mains ?

N'aurait-il pas pu exister un autre dossier contenant des pièces de cette nature, constituées en dehors de vous, concernant Dreyfus ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je crois la chose impossible, pour les raisons suivantes :

Lorsque le colonel Sandherr m'a passé le service, il a eu le temps de me mettre au courant des questions les plus secrètes.

Il n'a jamais fait allusion à un service parallèle au sien.

D'ailleurs, pour amener la condamnation de Dreyfus, on a réuni tout ce qu'on a pu, et Sandherr ne m'a pas dit qu'il y ait eu une seule des pièces réunies qui lui ait échappé.

Le service des renseignements seul concentre et classe les pièces secrètes d'espionnage; et quand, par hasard, un autre service en découvre, ce qui est très rare, ces pièces sont envoyées au service des renseignements.

Je ne me suis jamais aperçu, jusqu'à mon départ du ministère, qu'il y ait eu des pièces de ce genre échappant à mon service, sauf à l'occasion du faux Henry.

Le président. — Pourriez-vous nous dire si, du 1^{er} juillet 1895 au 16 novembre 1896, il est entré au bureau des pièces concernant Dreyfus et qui auraient été classées comme secrètes ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Il n'en est arrivé aucune se rattachant à Dreyfus ou nommant Dreyfus.

Le président. — Cependant des dépositions antérieures nous ont parlé de pièces secrètes où Dreyfus était nommé, et même d'une pièce, mais qui ne nous a pas été analysée, qui établirait clairement sa culpabilité.

Pourriez-vous nous fournir des indications à cet égard ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Aucune pièce de ce genre n'a été reçue au service, de mon temps. Le commandant Henry, s'il en avait reçu une, se serait empressé de m'en parler.

Le général Gonsse et le général de Boisdeffre, s'ils en avaient eu par une voie autre que celle de mon bureau, se seraient empressés de m'en entretenir également, parce que nous cherchions, au bureau, à avoir des preuves de la culpabilité de Dreyfus; nous les cherchions avec une certaine ardeur, et il est inadmissible qu'une semblable découverte n'eût pas donné lieu immédiatement à des commentaires entre nous.

Je voyais le général de Boisdeffre trop anxieux d'avoir quelque chose pour que je puisse penser un seul instant qu'il ait eu en sa possession des pièces probantes dont je n'eusse pas connaissance.

En creusant bien mes souvenirs, je crois bien me rappeler qu'en 1895, probablement avant que je ne prenne le

qu'il y a une grande exagération dans cette affirmation que, seul, Dreyfus aurait pu être au courant de la question.

Les officiers de la 3^e direction du ministère de la guerre avaient évidemment tous les renseignements, au moins ceux de la section du matériel, aussi bien ceux qui se trouvaient à la fonderie de Bourges.

De plus, rien ne dit que Dreyfus ait eu connaissance des expériences de tir qui ont été faites avec la pièce de 120. Rien n'indique, d'ailleurs, dans l'énoncé de la note, si la description du frein est complète ou sommaire.

Le président. — Au cours des interrogatoires d'Esterhazy, celui-ci interpellé s'est exprimé comme suit :

« M. Dreyfus m'accuse d'avoir eu au cours des écoles à feu des renseignements sur le frein hydraulique et la pièce de 120 ; or, j'ai été aux écoles à feu du 7 au 9 août ; comment aurais-je pu fournir, en avril 1894, des renseignements que je n'ai eus qu'en août et septembre ? »

Cette réflexion d'Esterhazy s'applique évidemment à l'hypothèse qui avait été la première adoptée, que le bordereau serait du mois d'avril 1894. Mais il résulterait, dans tous les cas, de la déclaration d'Esterhazy que, du 5 au 9 août, il a eu connaissance du frein hydraulique et du canon de 120 ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Le commandant Curé, actuellement à l'état-major de l'armée, a été aux écoles à feu avec Esterhazy en 1894.

Il pourra certainement vous renseigner sur ce que l'on a montré à cette époque aux officiers d'infanterie.

Je passe à la note sur les troupes de couverture. Et immédiatement une chose me frappe.

Il est dit : « Quelques modifications seront apportées dans le nouveau plan. » Cette indication semble montrer que l'information n'était pas exactement au courant de la question.

Voici, en effet, ce qui s'est passé en 1894 pour les troupes de couverture : on devait travailler à un nouveau plan en 1894, pour le mettre en vigueur en 1895 ; mais on ne voulait pas attendre cette date de 1895 pour apporter à l'organisation de la couverture les modifications jugées utiles.

On fit donc, au printemps de 1894, un plan spécial de couverture, qui devait être maintenu, à très peu de choses près, dans le plan de 1895.

Les nouvelles dispositions de couverture furent mises en vigueur, si je ne me trompe, le 1^{er} avril 1894.

Tout le travail fut fait au 3^e bureau de l'état-major (auquel je travaillais en ce moment) sauf quelques parties sans grande importance qui furent faites au 4^e bureau.

Dreyfus était alors au 2^e bureau.

Les tableaux relatifs au plan nouveau furent commencés, au 3^e bureau, vers la fin de l'été 1894. On commença par ceux de la couverture, qui n'étaient, sauf quelques indications de titres et quelques changements sans aucune importance, que la reproduction de ceux qui avaient été faits au printemps.

Les stagiaires de mon bureau, au nombre desquels était, vers la fin de l'été, Dreyfus, furent chargés de faire imprimer au service géographique les tableaux d'approvisionnement des troupes de couverture ; mais je ne saurais préciser si ce travail se fit en août ou en septembre. Il me semble que c'était très peu de temps avant l'apparition du bordereau.

Si donc Dreyfus avait fait une note tirée des renseignements qu'il avait vus dans ces tableaux, il n'aurait pu dire, en aucun cas :

« Des modifications seront apportées dans le nouveau plan. »

Je dois ajouter que l'expression « note sur les troupes de couverture » est extrêmement vague ; des renseignements qui sont à la portée de tout le monde permettraient à n'importe quel officier un peu intelligent de l'armée française de faire une note sur les troupes de couverture de l'Allemagne ou de l'Italie et, à plus forte raison, de la France.

Il serait du reste très intéressant de savoir si les tableaux qu'a fait imprimer Dreyfus, en août ou septembre 1894, ont été modifiés ou non.

Je passe à la note sur les formations de l'artillerie.

C'est en août 1894 qu'a eu lieu la suppression des pontonniers, et il est possible que cette note s'y rapporte, mais rien ne dit qu'elle contient les renseignements précis qu'indique l'article de l'*Éclair* du 15 septembre 1896.

D'ailleurs cette question est une question du 1^{er} bureau, mais rien ne permet, dans l'énoncé de la note, de déduire que les renseignements donnés aient été de ceux qu'on ne peut avoir qu'au premier bureau, ou bien des renseignements tirés de conversations avec des officiers ou même de documents parlementaires.

Sur l'interpellation :

Le lieutenant-colonel Picquart. — Le mot « formation » est un mot d'un usage courant dans l'armée pour toutes les armes.

Je passe à la note sur Madagascar.

La encore l'expression est extrêmement vague. Rien n'indique si c'est une note d'un caractère géographique ou purement militaire. Rien n'indique surtout que ce soit la note mentionnée par l'*Éclair* du 15 septembre 1896, et, en tout cas, ce ne serait qu'une copie de cette dernière note, puisque l'original, que moi-même, sous-chef du 3^e bureau, je n'ai jamais vu, n'a aucunement disparu.

Du Paty a travaillé, vers le milieu de 1894, à une note sur Madagascar, et il est probable que c'est pour le compte du général Renouard ; du moins je crois m'en souvenir.

Mais cette note-là, je ne l'ai jamais vue non plus, et je me demande comment Dreyfus l'aurait vue. Une chose qui me frappe beaucoup, c'est qu'à l'interpellation Castelin, le 18 novembre 1896, M. Castelin a dit à peu près ceci :

« Pendant que Dreyfus prenait des documents, M. E. Weyl les publiait dans le journal le *Yacht*. »

Il y a en effet dans ce journal, à la date du 22 septembre 1894, un article de M. E. Weyl, relatif à Madagascar, dans lequel sont énumérées sommairement, mais très exactement, les grandes lignes de l'expédition future. Le *Yacht* a son siège rue de Châteaudun, n° 55 ; je cite cette indication parce qu'Esterhazy a prétendu qu'on avait demandé de son écriture rue de Châteaudun.

Je crois qu'il serait intéressant, en tout cas, de savoir comment M. E. Weyl a eu les renseignements si précis qu'il donne, et s'il a pu avoir des accointances, soit avec Dreyfus, soit avec Esterhazy.

Je passe à la question du Manuel de tir, et je remarque d'abord que, d'après la contexture de la phrase, il semble résulter que l'auteur du bordereau ne l'a pas actuellement, mais l'envoie pas effectivement, mais qu'il le prendra, comme il dit, pour en envoyer au besoin une copie.

Il me semble difficile qu'un officier qui est au ministère dise : « Ce document est difficile à se procurer. Le ministère n'en a envoyé qu'un nombre limité dans les corps. »

D'autre part, je ne m'explique pas bien pourquoi les officiers sont pourvus de ce Manuel pendant les manœuvres, s'il s'agit simplement de grandes manœuvres ; on ne fait, aux grandes manœuvres, que des tirs à blanc et la possession d'un Manuel de tir retiré immédiatement après ne paraît pas nécessaire pour cela.

Il serait bon, en tout cas, de savoir à quelle occasion et à quelle époque le ministère de la guerre a envoyé les Manuels, à quelle époque il les a retirés et après quel genre de manœuvres.

Je crois bien me souvenir qu'aux débats de l'affaire Dreyfus, la question de la conversation de Dreyfus avec le commandant Jeannel au sujet du Manuel de tir a été soulevée à l'audience et a été vidée en faveur des dires de Dreyfus. Je crois qu'il s'agissait d'un Manuel de tir allemand.

C'est une question à éclaircir.

Au point de vue de la copie des documents, Dreyfus n'avait pas de secrétaires à sa disposition. Esterhazy était major, et en avait.

Il ne s'est d'ailleurs jamais fait faute, même n'ayant pas droit à des secrétaires, de faire copier des documents chez lui. Je cite le nommé Escalle, qu'il a employé à ce sujet en 1896.

En ce qui concerne l'expression : « Je vais partir en manœuvres », elle a été appliquée à Dreyfus, en 1894, parce qu'on a dit qu'il devait s'agir du voyage d'état-major auquel il a pris part à la fin du mois de juin.

Il ne peut pas s'appliquer, pour Dreyfus, à des manœuvres d'automne, car il ne s'est pas rendu à des manœuvres de ce genre.

Je crois me souvenir des dispositions qui avaient été arrêtées à ce sujet pour les stagiaires ; les stagiaires, qui faisaient leur première année, devaient aller dans la troupe en juillet, août et septembre ; les stagiaires de 2^e année en octobre, novembre et décembre, chacun devait prendre part aux manœuvres des troupes après lesquelles il était détaché.

Je ne crois pas, jusqu'à preuve contraire, qu'il ait été jamais question de prendre des dispositions spéciales pour les stagiaires de 2^e année et de les faire aller aux manœuvres pendant le temps où ils étaient au ministère. Pour ceux de la série de Dreyfus, cela aurait diminué d'une façon trop sensible la période déjà très courte de trois mois qu'ils avaient à passer au 3^e bureau.

Pour Esterhazy, si le bordereau est du printemps, le mot « manœuvres » peut s'appliquer aux manœuvres de brigade avec cadres, auxquelles il a pris part en mai, et pour lesquelles il semblerait absolument naturel qu'il ait employé le mot « manœuvres », sans y ajouter l'expression de « brigade avec cadres » ; si le bordereau est du mois d'août, on ne pourrait appliquer l'expression « manœuvres » à Esterhazy que si l'on admettait qu'il a entendu sous ce nom les écoles à feu auxquelles il a assisté au commencement d'août.

L'expression *manœuvres* ne serait cependant pas naturelle, à moins qu'il n'ait cherché à déguiser. Toutefois, la corrélation qu'il établit entre ces manœuvres et la possibilité d'avoir le Manuel de tir permettrait de penser qu'il peut s'agir d'écoles à feu.

Le président. — On nous a dit que le mot *note* révélait presque nécessairement un officier de l'état-major de l'armée, parce que cette expression *note* était courante à l'état-major et qu'elle avait dû venir tout naturellement sous la plume d'un officier d'état-major, et qu'il s'agissait non pas de l'envoi d'un original d'une copie, mais d'un travail personnel pouvant résumer d'une façon plus ou moins brève tout ce qui s'était fait dans le bureau de l'état-major pendant les mois de juillet et août 1894 ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je ne crois pas que l'expression de *note* soit spéciale à l'état-major, et tout en me ralliant absolument à l'idée que, sous le titre de *note*, on n'a pu vouloir désigner qu'un travail personnel, je me demande quelle autre expression aurait pu être employée dans le cas actuel.

Je estime que les notes en question n'ont pu traiter de sujets de grande importance, car sans cela un espion, qui travaille pour de l'argent, en eût fait ressortir la valeur, comme il l'a fait pour le Manuel de tir.

J'ajoute que la fin août, par exemple, eût été une époque peu favorable pour Dreyfus pour produire une note intéressante sur les troupes de couverture ; c'était trop tôt, à moins qu'il ne se fût agi de modifications du mois d'avril ; mais en ce qui concerne celles-ci, Dreyfus n'a jamais eu entre les mains un document qui y fût relatif.

Je ne vois pas non plus comment ce serait au mois d'août qu'il aurait été amené à faire une note sur le 120.

Je m'explique ce que j'ai appelé l'affolement des bureaux par ce fait que le bordereau ayant été mis immédiatement, au moins sous forme de fac-similé, entre les mains de personnes n'ayant pas l'habitude d'examiner les questions d'espionnage, on a attaché une importance exagérée à l'énumération des documents donnés par ce bordereau.

Si l'on avait cherché immédiatement et d'une façon étroite d'où avaient pu sortir des documents relatifs à la couverture, des documents relatifs à Madagascar, on serait allé d'abord à la section dont du Paty était le chef, section qui s'occupait de la couverture, et dans laquelle du Paty avait fait un travail sur Madagascar.

Cet affolement s'expliquerait, particulièrement pour le 3^e bureau, par ce fait qu'au lieu d'être copié exclusivement par des officiers, comme le veut le règlement, les documents de grande importance et absolument secrets étaient copiés par des secrétaires, sous-officiers, caporaux et soldats.

Un officier du bureau, le capitaine Dreyfus, m'a dit un jour : « Un agent étranger n'aurait qu'à confesser N. (le nom d'un secrétaire) ; il saurait beaucoup de secrets. »

Le président. — Quel était le personnel subalterne employé dans le 3^e bureau ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Il y avait un archiviste, un sergent, un caporal et un homme qui étaient employés aux choses les plus secrètes ; un archiviste et un nombre de secrétaires que je ne puis préciser (parmi lesquels quelques-uns des réservistes faisant leurs vingt-huit jours) étaient employés pour le reste, et une très grande partie de leur travail était confidentielle. Je ne puis pas affirmer qu'il n'y eût pas de travaux secrets.

Le président. — Vous avez fait venir de Bernay le nommé Mulot, un des secrétaires d'Esterhazy. Vous lui avez fait différentes questions sur le point de savoir s'il n'avait pas copié, pour le compte du commandant, divers documents.

Veillez nous faire connaître en détail ce qui s'est passé dans votre cabinet ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je lui ai parlé des documents qu'il avait pu avoir à copier en dehors de son travail normal. Il m'a dit qu'il avait copié fréquemment dans des livres, d'une page que le commandant lui indiquait, jusqu'à telle autre page.

Le commandant lui disait que c'était pour des conférences.

Mulot m'a parlé particulièrement de questions de tir et de Manuel de tir.

Je lui ai montré alors le Manuel de tir de l'artillerie, et il m'a dit qu'il ne le reconnaissait pas.

Je lui ai dit de réfléchir encore et, dans le courant de la conversation, je l'invitai à s'adresser à moi s'il en avait besoin pour ses vingt-huit jours.

Dans la déposition qu'il a faite récemment devant M. Tavernier, Mulot fait connaître expressément que cette question de vingt-huit jours est venue naturellement dans la conversation et nullement sous forme d'une pression quelconque.

Je m'élève d'ailleurs contre le sens qu'a donné M. le général de Pellieux, au procès Zola, à cette question des vingt-huit jours.

J'avais une tâche difficile à remplir, en questionnant un homme, sans lui faire soupçonner les raisons véritables pour lesquelles je le questionnais, et j'étais obligé d'employer vis-à-vis de lui une douceur à laquelle n'aurait pas été obligé un instructeur.

L'hypothèse que l'auteur du bordereau pouvait être un officier d'artillerie parce que trois paragraphes se rapportaient à des questions d'artillerie, a pris corps très vite.

Je ne la considère pas comme suffisamment justifiée dans l'espèce.

La séance est levée.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Lieutenant-colonel PICQUART.

(A demain la suite de la déposition du lieutenant-colonel Picquart.)

LA JOURNÉE

DU

ROI OSCAR II

Le Roi est sorti de très bonne heure. Il est allé d'abord au musée du Louvre, puis il a rendu visite au prince de Galles, à l'hôtel Bristol, et au baron et à la baronne Adolphe de Rothschild qui lui ont fait les honneurs des merveilles artistiques que contient l'hôtel de la rue de Monceau.

Dans l'après-midi, le roi est allé rendre visite au Président de la République. Sa Majesté était accompagnée par M. Due, ministre de Suède et Norvège ; Paris ; S. Exc. M. Anckarson, grand veneur ; M. Rüstad, maréchal de la Cour ; le comte Wrangel, chambellan ; le capitaine baron Foch, aide de camp, et par M. Flensburg, médecin du Roi.

Le commandant Lamy, officier d'ordonnance du Président de la République, était allé chercher le Roi dans un landau de la Présidence.

Le Roi est arrivé à l'Élysée à une heure quarante-cinq. Les honneurs militaires ont été rendus par un bataillon du 74^e d'infanterie, sous les ordres du colonel. La musique a joué l'Hymne national suédois.

Le Roi a été reçu au bas du perron par M. Mollard, sous-directeur du protocole ; les commandants Bouchez et Bataille. Il a été introduit dans le grand salon doré, où se tenait le Président de la République, par le général Bailloud, secrétaire général de la Présidence.

Au cours de l'entretien qui a duré environ vingt minutes, le Président de la République a renouvelé à Sa Majesté son invitation à déjeuner pour aujourd'hui mardi.

A l'issue de son entretien avec le Président, Sa Majesté a demandé à être reçue par Mme Loubet. Le Roi est allé lui rendre visite, accompagné du Président.

Sa Majesté a pris congé du Président de la République à deux heures quinze et a été reconduite à sa voiture avec le même cérémonial qu'à l'arrivée, pendant que la musique du 74^e jouait l'Air royal norvégien.

Avant de prendre place dans son landau, le Roi a adressé quelques paroles aimables au colonel du 74^e et a salué à plusieurs reprises le drapeau du régiment.

A deux heures et demie, le Président de la République est allé, à son tour, visiter le roi de Suède.

Le général Bailloud, secrétaire général de la Présidence ; M. Combarieu, directeur du cabinet du Président, et le commandant Legrand accompagnèrent le chef de l'Etat.

Après sa visite au *Figaro*, le roi de Suède et Norvège est rentré à l'hôtel Ritz, puis est allé, avec une suite de six personnes, dîner chez Paillard.

Il a terminé sa soirée à l'Opéra. Le Président de la République avait mis sa loge à la disposition de Sa Majesté.

Le roi de Suède a été reçu par MM. Bertrand et Gailhard, directeurs de l'Opéra. Il s'est rappelé fort gracieusement, en voyant M. Gailhard, qu'il avait entendu avant la guerre au Conservatoire, dans la classe de Duvernoy, et lui avait prêté un brillant avenir.

Le Roi, très cordialement, a fait remarquer à M. Gailhard qu'il avait été bon prophète.

Entre le 2^e et le 3^e acte de *Tannhäuser*, le Roi s'est rendu sur la scène, qu'il a examinée en détail avec le plus grand intérêt.

Il a vivement félicité Mlle Aino Ahté,

qui est, comme on sait, presque sa compatriote, puisqu'elle est Finlandaise. Il a aussi beaucoup applaudi M. Alvarez.

G. Davenay.

Les Parisiennes de Paris

Sous ce titre plein de promesses : *Parisiennes de Paris*, vient de paraître une élégante plaquette illustrée, dont la lecture ne peut manquer d'intéresser au plus haut point les Parisiennes de Paris... ou d'ailleurs.

C'est en effet une série de ces dialogues brillants, parfumés au triple extrait de Parisine, qui jouissent d'une si grande vogue depuis que des écrivains comme Ludovic Halévy, Maurice Donnay, Marcel Prévost, Henri Lavedan en ont fait véritablement une des formes nouvelles de la littérature française.

L'auteur des *Parisiennes de Paris* est d'ailleurs un des maîtres du genre. Son nom : Pierre Valdigney, un des auteurs aimés de la « Vie Parisienne ».

Dès les premières pages de ce petit livre, vous serez fixé sur son but et son intérêt. Car vous aurez vite constaté que deux noms, célèbres dans les fastes de la coquetterie moderne, reviennent à tout instant parmi les mille futilités esquissées dans le dialogue est émaillé : ce sont ceux de MM. Ayme et Barrabé, les célèbres tailleurs pour dames du boulevard de la Madeleine. N'ignorant rien en matière d'élégance, et cherchant un moyen à la fois aimable et nouveau de faire connaître à leurs clientes les créations qu'ils ont préparées pour la saison prochaine, MM. Ayme et Barrabé ont eu l'ingénieuse idée de présenter sous les espèces d'un charmant petit livre, rédigé par un véritable écrivain, et illustré comme un ouvrage d'art.

Nous sommes loin, on le voit, des catalogues, même les plus somptueux, dont se sont servis jusqu'à ce jour nos illustres faiseurs.

Les *Parisiennes de Paris* sont assurées d'un joli succès auprès des femmes élégantes qui, toutes, aujourd'hui, confient à MM. Ayme et Barrabé le soin de les habiller de ces costumes dont ils ont le secret, si seyants à la fois et si pratiques pour les courses matinales, la promenade ou les voyages.

Le leur sera facile d'ailleurs de se procurer cet aimable ouvrage : elles n'auront qu'à en demander un exemplaire, et elles recevront, sans tarder, ces *Parisiennes de Paris* qui accordent définitivement au costume tailleur, originaire d'Angleterre, et devenu déjà si français en passant par les mains de MM. Ayme et Barrabé, ses lettres de grande naturalisation.

Amédée Moreau.

Le Monde et la Ville

SALONS

— Au carnet mondain : — Matinée musicale intime, demain mercredi, chez la princesse Alexandre Bibesco, dans ses salons de la rue de Courcelles ; — Le jour suivant, soirée de comédie chez la princesse Stürby, dans ses salons de l'avenue des Champs-Élysées ; — Dimanche prochain, bal chez Mme Camille Labouret, femme du conseiller d'ambassade, dans ses salons de la rue du Cirque ; — Le samedi 29 avril, soirée dansante chez Mme Victor Pignatelli, dans ses salons de l'avenue des Champs-Élysées ; — Soirée dansante, le mercredi 10 mai, chez Mme Harris Phelps, dans son hôtel de la rue Vaneau.

— Bal blanc des plus ravissants, avant-hier, chez la comtesse de Rougé pour fêter les débuts dans le monde de Mlle de Montaut, issue du premier mariage. Après un joli cotillon conduit par le comte de Narbonne-Lara, on a souper par petites tables.

Brillante réception et tour de valse chez Mme de Vlassov, née princesse de Beaufremont. Parmi les invités : — Comtesse de Clermont-Tonnerre, marquise de Montholon, princesse Gortschakoff, comte et comtesse de Mlle de Braye, comte et comtesse de Chosseuil, comtesse de Gernminy, comte Tournelli, marquise de Lamoignon, comte et comtesse de Peyronnet, M. et Mme de Don de Cepian, comtesse de Durfort, baron et baronne de Baye, comtesse du Passage, comtesse Lydie Rostopchine, comte et comtesse de Rostopchine, prince Alex. Karagorowitch, marquis et marquise de Pennautil, le ministre de Bulgarie et Mme Guichon, M. et Mme Balby, M. Desgoutins, Mme de Samarine, baron et baronne de Landevoin, comte et comtesse de Lamberty, comtesse de Barthelemy, MM. Kartzoff, Zarine, général Castex, marquis Gourdon de l'Écho, etc.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— M. et Mme Ferdinand Blumenthal, revenus d'Amérique, se sont réinstallés dans leur appartement, 22, avenue du Bois-de-Boulogne.

— Avant-hier beaucoup de monde au vernissage intime de l'exposition particulière du peintre paysagiste G. Desrivères, en son atelier du faubourg Saint-Honoré. Cette exposition, ouverte tous les jours de 1^{re} à 6 heures, sera close le 25 avril.

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Mirabau.

Lord et lady Kelvin, le ministre des affaires étrangères à Bruxelles et Mme de Faveraux, le colonel Markoff, aide de camp du prince de Bulgarie.

— Descendus au Langham Hôtel :

Le colonel Jekyll, commissaire général d'Angleterre à l'Exposition de 1900, avec sa famille ; Mme Gaskell et l'honorable Spencer Littleton.

— Descendus à l'hôtel de France et Choiseul :

Comte et comtesse de Stafford, Mme Wilmerding, M. Elliot Gregory.

— Descendus à l'hôtel Ritz :

La duchesse de Bedford, l'honorable William Coventry, M. Theo. Dent.

— Descendus à l'hôtel de l'Athénée :

La duchesse d'Abercorn, lady Gladys Hamilton, lord John Hamilton, sir John et lady Thursty avec leur famille, lady Kitson avec sa famille, lord Halsbury, le lord-chancelier d'Angleterre, lady Halsbury, lady Evelyn Gifford et lord Tiverton.

MARIAGES

— Samedi dernier a été célébré, à Sainte-Clotilde, le mariage du capitaine de chasseurs à pied Lacapelle, fils du général de ce nom, avec Mlle Joséphine Cornudet, petite-fille de Léon Cornudet, ancien conseiller d'Etat sous l'Empire. Ce fut lui qui, chargé de faire un rapport au sujet de la confiscation projetée des biens de la famille d'Orléans, eut le courage bien rare de conclure dans un sens opposé à la mesure proposée. Cet acte lui valut une révocation, temporaire il est vrai, car Napoléon III, rendant justice plus tard à la fermeté et à l'indépendance de son caractère, le réintégra dans sa haute fonction.

Les témoins étaient, pour le marié : le contrôleur général Lacapelle, directeur du contrôle au ministère de la guerre, son oncle, et le général baron Favrot de Kerbouch, inspecteur général permanent des remontes ; pour la mariée : M. Frédéric Cornudet, de la Banque de France, et M. Thomas Béquet, son oncle.

Dans l'assistance, on remarquait beaucoup de généraux, de magistrats et d'officiers de toutes armes, et de très nombreux amis des deux familles.

Le capitaine Lacapelle, actuellement détaché à l'école de guerre, est un jeune officier appelé au plus bel avenir.

M. l'abbé Pidart a béni, samedi dernier, à Notre-Dame de Versailles, le mariage de M. Armand de Boissieu, lieutenant au 12^e dragons, avec Mlle Marie-Amélie Gayot. Les témoins étaient, pour le marié : le baron Richerand, son oncle, et le colonel Gaudin de Villaine, commandant le 12^e dragons ; pour la mariée : le baron de Serous et le baron de Noirfontaine, ses cousins.

La quête a été faite par M. M. de Boissieu, accompagnés de M. Jean Gayot et du vicomte de Visse, lieutenant de dragons.

Le Saint-Père avait envoyé aux mariés la bénédiction apostolique.

Après la cérémonie, lunch chez Mlle Boudet, tante de la mariée, dans sa villa du parc de Clagny où l'on a admiré les nombreux cadeaux offerts aux jeunes époux.

DEUIL

Les obsèques de Mme Drouyn de Lhuys seront célébrées aujourd'hui à midi, à Saint-Pierre de Chaillot.

— Nous apprenons la mort : — De M. l'abbé Chauliac, deuxième vicaire de la paroisse Saint-Philippe du Roule, décédé à l'âge de 76 ans ; — Du commandant Aubert, décédé à la villa du Rocher, à Donville, près Granville. On se souvient de la récente polémique soutenue par le défunt avec le général Lambert au sujet des *Derrière les Carottes*, à Bazelles ; — De M. Podozérov, le grand sculpteur russe, professeur à l'Académie impériale des beaux-arts, décédé à l'âge de 64 ans ; — De M. Eugène Porquerey, ingénieur en chef de la Compagnie du Gaz, en retraite, décédé à l'âge de 76 ans ; — De M. Gerardin, père du notaire Gerardin ; — De Mme Charles de Raymond-Chazac née d'Adhémar, décédée à Toulouse.

— La duchesse douairière de Marlborough, née lady Frances-Anne-Emily-Vane Tempest, veuve du 7^e duc de Marlborough, est morte à l'âge de soixante-dix-sept ans, chez sa fille la duchesse de Roxburghe. La défunte était la mère du duc Alchid de Marlborough et de lord Randolph Churchill, mort en 1895.

Ferrari.

A l'Etranger

NOUVELLES

ANGLETERRE

LES AFFAIRES DE SAMOA

Londres, 17 avril. — A la Chambre des communes, M. Brodric, répondant à une question, dit que le planateur allemand arrêté, dit de Arani, par un officier anglais, a été remis aux autorités allemandes qui ont promis de le tenir prisonnier.

droit et la justice, sans jamais craindre rien ni personne. Quand on a derrière soi tout un passé de devoir, une vie toute d'honneur, quand on n'a jamais connu qu'un seul langage, celui de la vérité, on est fort, je le sais, et si atterré qu'il était le destin, il faut avoir l'âme assez haute pour le dominer jusqu'à ce qu'il s'incline devant soi.

Attendez donc avec confiance la décision de la Cour suprême, comme nous attendons avec confiance le verdict des nouveaux juges devant lesquels cette décision me renverra.

En même temps que la lettre, j'ai reçu une expédition de la requête en révision et de l'arrêt de la Cour de cassation qui la déclare recevable. J'y ai lu avec une singulière émotion les termes de la demande, dans laquelle tu exprimes admirablement, comme je les avais déjà exprimés, dans mes demandes de révision, les sentiments qui m'animent en demandant pour moi un au supplice d'un innocent, j'ajoutai au supplice d'une noble femme, de ses enfants, de deux familles d'un innocent qui a toujours été un soldat loyal, qui n'a cessé, même au milieu des plus horribles souffrances d'un châtiment immérité, de protéger de son amour pour la patrie. J'ajoutai encore, pour la patrie, pour sa grandeur dans tous les domaines, patrie à laquelle il a tout donné, tout sacrifié, à laquelle, après comme avant ce lugubre drame, il sera prêt à donner sa vie, et de sa foi dans la justice définitive.

Enfin, il a reçu des nouvelles. Il écrit à la date du 8 février :

Quoique je pense, comme je t'ai dit, que le terme de notre effroyable martyre est proche, que ce soit dans un plus ou moins grand nombre de jours, peu importe ! Le but est tout ; je veux, jusqu'au jour où je pourrai te serrer enfin dans mes bras, que ma pensée ne te quitte pas, que tu aies vu et que tu sois sûr, sur nos enfants, te parviennent toujours. D'ailleurs, la lettre que je t'ai écrite le 26 ou le 27 décembre était l'expression trop profonde, trop adoucie de ma pensée, de mon invincible volonté, et de mes sentiments pour que j'y puisse ajouter un mot, un seul.

Je veux donc simplement aujourd'hui, en attendant que la nouvelle de ma réhabilitation me parvienne, t'envoyer l'écho de mon immense affection, l'expression de ma vive tendresse, te charger aussi d'embrasser pour moi tes chers parents, tous nos chers frères et sœurs, me rappeler au souvenir de tous jusqu'au jour, que j'espère prochain, où je pourrai le faire moi-même.

Mille baisers pour toi, pour nos enfants. Ton dévoué,

ALFRED.

Tu remerciais de ma part M. Demange et M. Monard de leurs chaleureuses lettres, en attendant que je puisse le faire moi-même.

La dernière lettre que publie le *Sicéle* porte la date du 25 février 1899. En voici le texte :

Iles du Salut, 25 février 1899.

Ma chère et bonne Lucie,

Quelques lignes, car je ne puis plus que me répéter, te faire entendre toujours les mêmes paroles de fermeté, de dignité, jusqu'au jour où j'apprendrai le terme de ce terrible drame judiciaire. Je devine fort bien, comme tu me le dis toi-même, que tu es sûr d'éprouver à la lire. J'en suis sûr, car, dans celle que j'éprouve à te lire, c'est une parcelle de l'un qui parvient à l'autre, en attendant le moment bienheureux où nous serons enfin réunis.

Ma pensée, qui ne t'a jamais quittée un seul instant, qui a veillé nuit et jour sur toi, sur nos enfants, est toujours avec toi.

Je te parle bien souvent mentalement, mais ce sont toujours les mêmes pensées, les mêmes sentiments dont je retrouve aussi l'écho dans tes lettres, car tout cela nous est commun, comme ces mêmes pensées, ces mêmes sentiments sont la propriété commune, le fond inné en toutes les âmes loyales, en tous les caractères droits.

C'est l'âme rassurée et confiante qui lui fait me remettre à la haute autorité de la Cour du soin d'accomplir sa noble mission de suprême justice.

En attendant donc que la nouvelle de ma réhabilitation me parvienne, il ne me reste encore qu'à t'embrasser de toutes mes forces, de toute mon âme, comme je t'aime, ainsi que nos chers et adorés enfants.

Ton dévoué,

ALFRED.

NOTES D'UN PARISIEN

Vous aurez certainement fait cette remarque, que lorsqu'un crime a été commis, on trouve toujours comme entrée de jeu cinq ou six pistes, qui semblent des plus sérieuses, et une demi-douzaine d'individus qui répondent au signalement de l'assassin. En moins de quinze jours, ce phénomène se est encore produit pour le crime de Choisy-le-Roi, et pour cet autre, encore plus récent, de « la Femme dans une valise », drame assurément fort réjouissant, mais très merveilleux pour un feuilleton !

Tout de suite, la police a reçu une avalanche d'indications qui, toutes, naturellement, étaient contradictoires. Les commérages de quartier se sont donnés libre cours, et si le service de la Sûreté n'y mettait une prudence bien naturelle, il aurait déjà opéré une vingtaine d'arrestations. Cela prouve deux choses, car de chaque petit fait il faut essayer de tirer la conclusion. C'est, d'abord, le nombre infini de gens qui courent les rues de Paris, et qui seraient, à l'occasion, capables de commettre un crime. Il est bien évident, en effet, que la plupart de ceux que l'on signale ainsi sont des clients très surs.

Et puis, il y a aussi une autre constatation à faire, c'est le goût particulier qu'éprouve la foule à jouer un rôle en ces sortes d'affaires. Pour bien des gens, c'est comme un drame de l'Ambigu, auquel ils se trouvent mêlés. Ils éprouvent un frémissement rétrospectif, et même un peu d'orgueil, à se dire que, peut-être bien, cet individu qu'ils ont rencontré le matin, avec deux valises, était l'assassin. Et ils ont une déception en apprenant, ensuite, que c'était tout bonnement un voyageur qui se rendait à la gare. Il leur semble alors qu'on leur enlève une part de gloire, et ils envient la voisine qui paraît avoir suivi une meilleure piste, et dont le prestige s'en accroît d'autant dans le quartier...

BOITE AUX LETTRES

Paris, le 17 avril 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Le général Kitabgi-Khan, qui vient d'être nommé commissaire général de la Perse à l'Exposition de 1900, est sujet persan. C'est un ancien fonctionnaire du gouvernement persan ; il a, en effet, dirigé pendant quatorze années les douanes persanes, et je dois dire qu'il s'est acquitté de cette charge avec une satisfaction de notre gouvernement. Le général Kitabgi-Khan a été, en outre, conseiller de notre légation à Bruxelles. Je dois ajouter que la colonie persane de Paris se félicite du choix que notre gouvernement a fait, car le commissaire général de la section persane jouit de l'estime et de la considération de tous ses compatriotes. En publiant des ren-

seignements erronés dans votre numéro d'aujourd'hui votre bonne foi a été surprise. Veuillez, je vous prie, Monsieur le Rédacteur en chef, les démentir, et recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

NAZARE-AGA.

Le Muséum de Monaco

Monaco, 16 avril.

On se rappelle que l'année dernière le prince Albert I^{er} de Monaco, au début de sa campagne de recherches zoologiques et océanographiques dans les mers arctiques, fut invité par l'empereur d'Allemagne, qui depuis longtemps suivait avec un très vif intérêt les expéditions scientifiques du Prince, à conduire à Kiel son nouveau yacht-laboratoire *Princesse Alice*, dont c'était le premier voyage. A la suite de cette visite, l'empereur voulut assister aux premières opérations de recherches de la faune des grandes profondeurs dans l'océan Glacial ; il trouva dans ce but le prince Albert sur les côtes septentrionales de la Norvège. C'est dans ces circonstances que Guillaume II a accepté de se faire le parrain du Grand Muséum d'Océanographie qui doit s'élever à Monaco.

L'état d'avancement des substructions de ce monument permet de procéder dès maintenant à la cérémonie inaugurale de pose de la première pierre, et l'Empereur vient de désigner pour le représenter le comte de Münster, son ambassadeur en France, et l'amiral de Bodenhafen, l'un de ses aides de camp. Cette cérémonie doit avoir lieu incessamment.

Le Muséum d'Océanographie de Monaco est, suivant la pensée du prince Albert, un établissement où seront centralisés et mis en œuvre les éléments recueillis dans les voyages scientifiques effectués par son fondateur ; il comprendra de vastes salles d'exposition et des séries de laboratoires de tout ordre mis à la disposition des savants qui viendront travailler sur les collections.

Le bâtiment, qui formera du côté de la mer une imposante façade adossée depuis le rivage, sur toute la hauteur de l'escarpement, à la paroi du rocher qui porte la ville de Monaco, se composera, sur la plate-forme supérieure, d'un corps central où sera ménagée une grande salle disposée pour grandes réunions et conférences et pouvant contenir un très nombreux auditoire ; il sera flanqué des deux côtés de deux ailes se développant chacune sur une longueur de 40 mètres, formant galeries d'exposition et aménagées pour la conservation des collections.

En outre de la Zoologie marine, cet établissement est destiné à centraliser toutes les opérations relatives à la météorologie dans ses rapports avec la navigation. On sait que le prince Albert, depuis douze ans, poursuivant dans ce sens de longues et fructueuses études ; on connaît les résultats de ses recherches sur les courants de l'océan Atlantique ; on connaît également avec quelle ardeur il s'est fait, depuis ces dernières années, le promoteur de la création de stations internationales destinées à assurer la sécurité de la navigation en multipliant d'une façon méthodique les centres d'observations météorologiques permanentes.

C'est surtout à ce dernier point de vue que l'intervention de l'empereur d'Allemagne et la marque publique de sympathie qu'il donne aux persévérants travaux du prince Albert ont une grande importance et peuvent avoir, pour l'avancement des sciences océanographiques, les plus heureuses conséquences.

AVIS DIVERS

UNE SEULE APPLICATION DE BAMMATRI-CINE sur deux cheveux blancs n'ayant première, qu'il faut indiquer à la *Parfumerie Ecologique*, 35, rue du 4-Septembre, 6^e et mardi 6^h 35.

EXPOSITION DE MOBILIERS COMPLETS par milliers, toujours prêts à être livrés, articles de jardin, articles de sport, aux GRANDS MAGASINS DUFAYEL. Nombreuses attractions, la photographie en couleurs et le Cinématographe Lumière, les rayons X et le Sténor.

LANGHAM HOTEL, rue Baccador, av. de l'Alma, Ch.-Elysées, 4^e ord. TEINT FRAIS par l'emploi bienfaisant de la ROSE ORKIDEE, 5^e fr., franco 5^e fr. 85, et la POUDRE ORKIDEE, 3 francs, franco 3 francs 50. — LENTHERIC, PARIS.

PRÉCIEUSE DÉCOUVERTE DU D^r MASS PUS de visagier d'av. sa *Beauté*, n° 10, de teinte pâle av. ses *Tubes de jeunesse*, 10, r. de Séze.

GURISON CERTAINE, soulagement immédiat des *Rhumatisme, Toux, Bronchites*, par le SIROP et la PÂTE PECTORALE au SIROP.

BAUME DU CANADA Le flacon de Sirop, 3 francs. La boîte de Pâte, 0 fr. 90. PHARMACIE NORMALE, 17 et 19, rue Drouot, 15 et 17, rue de Provence, Paris.

PANIMEX VOS YEUX éteints, en les ombrageant de crils et de sourcils rendus touffus et brillants à l'aide de la *Sève soufrée* de la *Parfumerie Nimon*, 31, rue du 4-Septembre.

Informations

Légion d'honneur. — Le capitaine de frégate Morin, attaché à la personne du Président de la République, est inscrit d'office au tableau de concours de 1899, pour la croix d'officier de la Légion d'honneur, pour services exceptionnels.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour la famille Chesni, de G. J. R., 20 francs. — De H. et O., 400 francs. — De Mme A. M. S., 10 francs. — B. R., 20 francs. — M. P. A., 30 francs. Pour M. Jules Dupont, 6, rue d'Ormesson, de quatre anciens voyageurs de commerce, 4 francs. De Mme A. M. S., 10 francs. — M. P. A., 20 francs.

UN DRAME RUE MORET

Un crime a été commis hier, à deux heures de l'après-midi, 9, rue Moret, dans le quartier de la Folie-Méricourt, sans qu'aucune des personnes qui assistaient au drame ait songé un instant à arrêter ou à faire arrêter l'assassin.

A l'hôtel du Globe, dont nous citons l'adresse plus haut, deux jeunes femmes de mœurs plus que légères, Clémence Cuna et Louise Flamand, âgées de vingt et un ans, venaient louer, il y a plusieurs mois, une chambre modeste, le n° 67, qu'elles occupèrent de compagnie pendant plusieurs semaines. Bientôt, Louise partit, laissant le

loyer à la charge de sa compagne qui avait un amant, surnommé « Fanfan » et « Maurice des Canettes ». Clémence le trompa, et quand il l'apprit, « Fanfan » entra dans une épouvantable colère et jura de se venger, en la tuant.

Hier, à deux heures, il a tenu parole. Il vint frapper à la porte de sa maîtresse dont le nom est crayonné sur la porte. Celle-ci refusant d'ouvrir, le misérable l'accabla d'injures. Puis, il introduisit dans la serrure un rosignol, et put entrer.

Craignant à juste titre pour sa vie, Clémence Cuna s'arma d'un couteau qu'elle lança à la tête de Fanfan. Ce dernier esquiva le coup et, par trois fois, plongea son couteau dans la poitrine de la jeune femme qui, frappée au cœur, tomba morte.

Pendant que le misérable prenait la fuite sans que personne s'interposât, la malheureuse était placée sur son lit.

M. Dallot, commissaire de police, prévenu, se rendit aussitôt sur les lieux.

A six heures, MM. Pignon, substitut du procureur de la République ; de Valles, juge d'instruction ; Cochefert, chef de la Sûreté, venaient le rejoindre et procédaient aux constatations.

On va pas été le mobile du crime. Sur un mur, les magistrats ont remarqué une croix tracée avec la pointe d'un couteau, et, au-dessus, ces mots significatifs : « Mort à Clémence ! »

Le cadavre de la victime a été transporté à la Morgue à huit heures et demie. Fanfan est activement recherché.

UN CADAVRE DANS UNE VALISE

Le service de la Sûreté poursuit ses investigations, malheureusement, sans grand résultat. On a cru, deux ou trois fois, tenir de bonnes pistes, mais les victimes présumées ont été retrouvées toutes en bonne santé.

Nous croyons inutile de les énumérer ; nous attendons que la police ait une piste réellement sérieuse pour revenir sur cette affaire.

M. Hamard, sous-chef de la Sûreté, vient de procéder à l'arrestation d'une bande de malfaiteurs qui depuis certains temps, coupaient dans les égouts des parties de câbles télégraphiques ou téléphoniques.

Ces individus, nommés Alexandre Darnet, âgé de trente-huit ans, terrassier, demeurant 37, rue Linois ; Jacques Falgout, terrassier, habitant 4, rue Fondary ; Alexandre Thiault, vingt ans, terrassier, 48, rue Linois, étaient employés dans les travaux publics.

Ils avaient donc toute facilité pour commettre leurs vols et, pour éviter tout accident, ils étaient munis de pinces coupantes qu'ils avaient fait monter sur des branches en porcelaine, de façon à former des isolateurs.

Les câbles volés étaient déposés chez Darnet, dont la maîtresse, Léonide Thiault, âgée de quarante-quatre ans, qui a été également arrêtée, les vendait à une receleuse, Berthe Blanche, âgée de trente ans, établie 42, rue Desaix.

On a découvert au domicile de Darnet une grande quantité de plomb, de cuivre rouge, etc., etc.

Toute la bande a été dirigée sur le Dépôt.

RIXE

Deux individus, Léon Dehrie, âgé de vingt-six ans, couvreur, demeurant rue Jeanne d'Arc, et Marc Passoné, journalier, habitant à Gentilly, ont en ensemble avant-hier soir, vers onze heures, une très violente altercation sur le boulevard de la Gare.

Malgré l'intervention de plusieurs de leurs camarades, les deux hommes ne sont venus aux mains. Dehrie, au cours de la lutte, a été frappé par son adversaire d'un coup de couteau à l'épaule droite.

Le blessé a été transporté à l'hôpital de la Pitié. Son meurtrier, qui avait pu prendre la fuite, avait l'arrivée des gardiens de la paix ; il est activement recherché par le service de la Sûreté.

DOUBLE SUICIDE

Des marins ont retiré, hier matin, du canal Saint-Martin, à la hauteur du quai Jemmapes, le cadavre d'un sapeur-pompier n'ayant fait qu'un court séjour dans l'eau. On a trouvé dans les poches du noyé des papiers au nom de Georges Riché, sapeur-pompier, immatriculé sous le n° 5,574, de la caserne de la rue Blanche.

En même temps que ces papiers d'identité, on a trouvé quatre lettres, dont trois étaient destinées à sa famille et la quatrième au commissaire de police du quartier Saint-Louis. Riché annonçait, dans cette dernière lettre, qu'il se suicidait avec sa maîtresse, Jeanne Rainbourg, âgée de vingt-deux ans.

Le magistrat a prescrit aussitôt de commencer des recherches qui ont eu pour résultat presque immédiat le repêchage du corps de Jeanne Rainbourg.

Le cadavre de la jeune fille a été transporté à la Morgue, et celui du pompier a été envoyé à l'hôpital militaire de la rue des Récollets.

BI-BORAX ORIENTAL

Un bon moyen d'assainir les chambres de malade, sans avoir recours à une désinfection médicale, est d'étendre sur une corde un drap imbibé d'eau de Bi-Borax.

Il est bon également de couvrir de Bi-Borax toutes les expectorations du malade et de rincer à l'eau chaude de Bi-Borax les objets dont il s'est servi. On évitera ainsi toute contagion dans la famille du malade.

ACCIDENT

Un cheval, attelé à un coupé de maître, dans lequel se trouvaient Mme B... et sa petite-fille, s'est emballé hier, vers quatre heures de l'après-midi, rue Gluck, en face du poste de police de l'Opéra.

Un garçon de magasin, nommé Françoise, a été renversé par l'animal affolé ; les roues de la voiture ont passé sur le corps de ce malheureux qui a été relevé très grièvement blessé.

Un gardien de la paix, qui s'était élané à la tête du cheval, réussit à le maîtriser, après avoir été traîné sur un assez long parcours. Lorsque la voiture s'arrêta, le choc fut si brusque que le cocher a été projeté de son siège sur la chaussée. Dans sa chute, il s'est brisé la jambe droite.

Les deux blessés, après avoir reçu les premiers soins dans une pharmacie, ont été transportés à Lariboisière.

Une femme D... se présentait, jeudi dernier, à l'hôpital Saint-Louis, dans un état de grossesse avancée. On la fit conduire chez une sage-femme agréée par l'administration, et, quelques heures plus tard, elle accoucha d'une fille.

Le lendemain, l'enfant était dans un tel état que la sage-femme, qui avait remarqué que le bébé portait aux lèvres et au menton des traces de brûlures, déclara à la femme D... qui lui répondit qu'elle n'avait fait qu'essuyer avec son mouchoir la bouche de sa fille.

La sage-femme se refusa à garder plus longtemps chez elle la mère et l'enfant, et les fit reconduire à Saint-Louis. Là, on constata que les brûlures s'étendaient jusqu'au fond de la gorge de la pauvre petite et qu'elles devaient avoir été produites par l'absorption d'une dose de crocote.

Hier matin, l'enfant est morte. Le cadavre a été aussitôt envoyé à la Morgue, où un médecin légiste va en faire l'autopsie.

En attendant le résultat de cette opération médicale, la femme D... a été provisoirement consignée, à l'hôpital, à la disposition du Parquet.

Jean de Paris.

Mémento. — Avant-hier soir, dans un accès de fureur alcoolique, Charles Tatin, âgé de cin-

quante ans, jockey, demeurant rue Gide, à Levallois-Perret, a brisé son mobilier et a tenté de mettre ensuite le feu chez lui. Tatin a été dirigé sur l'infirmerie spéciale du Dépôt.

J. de P.

Figaro à la Bourse

Lundi 17 avril.

C'est une série de bonnes séances ; celle-ci vaut celle de samedi, et même mieux, car il y a tout autant de fermeté, malgré un peu de tassement survenu vers le milieu de la journée et contre lequel on a d'ailleurs réagi en clôture, — tout autant de tranquillité politique, et beaucoup plus d'activité dans les transactions. Comme toujours, quelques groupes sont particulièrement favorisés : c'est le Rio qui gagne encore 18 francs, à 1,415 ; c'est l'*Extérieure*, espagnole, qui progresse de 30 centimes seulement à 59 65, mais qui a donné lieu à des échanges considérables ; c'est aussi le groupe *Turc* dont la belle allure actuelle contraste sensiblement avec son inertie de naguère. L'avance prise est de 10 centimes pour le C à 27 70, est de 27 55, et pour le D à 23 30. Tout cela est d'une animation qui fait plaisir à voir.

Dans le groupe des établissements de crédit, j'ai à relever une nouvelle avance de 5 francs sur la *Banque de Paris* à 1,075 ; elle a ainsi gagné une quarantaine de francs depuis vendredi, jour où je la signalais à votre attention. Je vous signale aussi le *Credit lyonnais*, qui mérite le même faveur, et qui gagne du reste 12 fr. à 909. Il ne tardera pas à conquérir des cours sensiblement plus élevés ; aucune affaire importante ne sera conclue avec l'Espagne sans le concours du *Credit lyonnais*, qui est représenté à Madrid par des agents très autorisés et très écroulés.

Notre 3 0/0 gagne 12 centimes à 103 05 ; le 3 1/2 0/0 est immobile à 103 60. Au comptant, ils avancent tous deux de 5 centimes, et le 3 0/0, après Bourse, monte encore un peu. L'*Italian* finit à 95 42 au lieu de 95 35, après 95 50. Les autres rentes étrangères sont fermes, mais sans grands changements.

Les chemins de fer sont calmes. Beaucoup plus actives sont les valeurs industrielles, et plus fermes aussi ; il y a pourtant des exceptions : la *Thomson-Houston*, par exemple, et la *Sonovie*, qui, à 1,510 et 1,875, restent en deçà de 5 francs. A part cela, je n'ai guère que des augmentations à enregistrer, dont la plus notable est celle de l'*Oural-Volga*, en hausse de 16 fr. à 596. Le *Suez* gagne 5 fr. à 3,785, la *De Beers*, 4 fr. à 708, le *Gaz*, 6 fr. à 1,235. Les *Wagons-Lits* sont à 810 au lieu de 807, et gagnent 5 fr. au comptant.

Leurs recettes nous arrivent chaque semaine en sensible augmentation, et une hausse importante des cours est à prévoir : il s'agit ici, en effet, d'une des valeurs qui profiteront le plus de l'Exposition. Nous croyons savoir qu'un syndicat puissant offre à la Compagnie, à des conditions très avantageuses pour elle, de garantir la souscription du nouveau capital à émettre.

Le Boursier.

MINES D'OR

Dans le tableau que nous avons donné dimanche, on a vu avec quelle régularité les dividendes et les cours de la *Crown Reef* se sont élevés, pour ainsi dire chaque année, depuis sa création. Mais l'importance et la rapidité de ses progrès sont surtout remarquables pendant les douze derniers mois.

Pour permettre à nos lecteurs de s'en rendre compte, voici les résultats obtenus depuis la clôture du dernier exercice :

	Nombre de tonnes broyées d'onces d'or	Bénéfice total	liv. sterl.
1898 Avril	45,426	11,431	49,976
— Juin	46,181	11,410	20,497
— Juin	46,881	11,253	20,680
— Juillet	47,327	11,918	21,980
— Août	47,557	12,268	22,909
— Septembre	46,406	11,460	21,588
— Octobre	47,450	11,872	23,702
— Novembre	46,019	11,944	23,625
— Décembre	46,190	12,079	23,202
1899 Janvier	47,672	12,130	23,710
— Février	47,244	12,162	24,848
— Mars	48,169	13,793	25,587

On peut constater, d'après ce tableau, que la mine de la batterie de 120 puits, à laquelle il n'a été apporté aucune modification, la Compagnie a pu, en mars 1899, broyer 2,734 tonnes de plus qu'en avril 1898. Par comparaison entre ces deux mois, la plus-value des bénéfices mensuels est de 6,614 livres sterling (465,275 francs), et si l'on prend pour base le rendement de mars, soit 26,587 livres sterling (2,647,675 francs), on voit que la *Crown Reef* gagne en ce moment sur le pied de 8 millions de francs par an, soit environ 66 fr. par action, puisque le capital nominal de la Compagnie n'est que de 120,000 francs.

L'allure du marché était ferme hier : on a coté la *Crown Reef* 18 liv. st. 3/4 (172 fr. 68), et la *Rose Deep* 10 liv. st. 3/8, ou 261 fr. 55.

Henry Dupont.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 17 Avril

Metz et les fortifications allemandes sur la frontière.

NANCY. — L'état-major allemand augmente les fortifications sur la frontière de 1874. On vient de commencer les travaux d'un nouveau fort, en avant de Metz et à douze kilomètres de cette place, sur le mont Saint-Blaire, près de Novant. Les travaux sont poussés avec une telle activité que l'on n'a pas attendu l'expiration du terrain, dont la ferme de Grosveux, et qu'on s'en est emparé malgré le propriétaire, M. de Brosseau, dont la demande de 500,000 francs a paru exagérée. On règlera plus tard.

Le fort Saint-Blaire commandera la frontière, les voies ferrées, les vallées de la Seille et de la Moselle.

On vient également d'adjuger les travaux d'un autre fort à édifier sur la côte de Guentrange, près Thionville — à M. Heister, entrepreneur à Metz, pour 2,800,000 marks.

A un anneau que l'empereur Guillaume II viendra au mois de juin en Lorraine, et qu'il présidera à la cérémonie du commencement de la démolition (si on peut ainsi dire) de cette démolition est décidée depuis un certain temps déjà, mais on voit que la mesure a pour corollaire la construction de nouveaux forts détachés.

SAINT-LO. — Le fronton de la halle aux grains de Torigny-sur-Vire s'est effondré ce matin et dans sa chute a fait plusieurs victimes. On annonce en ce moment quatre morts.

De nombreuses personnes ont été blessées.

Pélerinage national

LOURDES. — Jeudi prochain, 20 avril, environ quarante mille hommes, venant de toutes les provinces de France, seront réunis devant la grotte de Notre-Dame de Lourdes.

Le diocèse de Bayonne, à lui seul, sera représenté par cinq mille catholiques. Cette masse énorme de pèlerins sera transportée dans notre ville par six trains.

Le programme complet de la manifestation a été réglé avec le plus grand soin par les RR. PP. Missionnaires de la Grotte.

Ces fêtes religieuses, qui seront très importantes, attireront aussi un grand nombre de personnes de la région avoisinant Lourdes. La grand'messe sera chantée, le 20 avril,

par Mgr Jauffret, évêque de Bayonne, en présence des quarante mille pèlerins.

Argus.

LES THÉÂTRES

Londres, le 16 avril 1899.

